



Pour la justice sociale, pour la paix, Pour un 1er mai massif

Le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs et des travailleuses, est marqué cette année par un tournant mondial vers la guerre : génocide à Gaza, guerre en Ukraine, bombardements israélo-américains sur l'Iran et le Liban. Dans de nombreuses régions du monde, les conflits armés, souvent oubliés, continuent de faire des victimes parmi les populations civiles.

Partout, les peuples agressés sont victimes de l'impérialisme, de l'autoritarisme, des théocraties et de la fascisation accélérée. Depuis plusieurs années, le droit international est bafoué et la loi du plus fort devient la règle. Les organisations syndicales du Puy-de-Dôme réaffirment leur opposition à toutes les guerres et pour la paix entre les peuples. Nous n'acceptons pas que des travailleurs meurent pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Dans les pays en guerre, ce sont les travailleurs et leurs familles qui meurent, fuient et souffrent : il faut un cessez-le-feu immédiat.

Ces logiques guerrières ont des conséquences directes sur les travailleurs, y compris en France. Inflation, flambée des prix de l'énergie et des carburants, profits records des grandes compagnies pétrolières : ce sont les travailleurs qui paient la facture. Nous disons que c'est à ces groupes de payer. Il faut baisser et bloquer les prix des carburants.

À l'approche du 1er mai, nos organisations syndicales entendent s'adresser d'une seule voix aux salarié·es, aux privé·es d'emploi, aux retraité·es et à la jeunesse. Dans un contexte social, politique et international particulièrement préoccupant, l'heure est à la mobilisation la plus large, à l'unité et à la détermination.

En France, les politiques menées depuis plusieurs années s'inscrivent dans une logique libérale qui fragilise profondément les droits sociaux. Les attaques répétées contre le système de retraites, la remise en cause de la protection sociale, la dégradation des services publics, le durcissement de l'indemnisation du chômage ou encore la pression sur les salaires participent d'un même projet : faire reculer les garanties collectives et accentuer la précarité sociale pour financer l'augmentation des budgets de guerre.

Pendant ce temps, les grandes entreprises continuent de dégager des profits considérables, sans que cela ne se traduise par une amélioration des conditions de vie

de celles et ceux qui produisent les richesses ou qui travaillent pour le bien commun : *éducation, santé, services publics...*

Alors que les macronistes, la droite et l'extrême-droite voulaient faire du 1er mai une "journée à fort potentiel commercial", le rapport de force a payé. Le gouvernement a fait marche arrière en renonçant provisoirement à son funeste projet. Ils nous ont déjà volé 2 ans de vie avec leur réforme inique des retraites, ont tenté en vain de nous supprimer 2 jours fériés, nous ne les laisserons jamais nous voler le 1er mai !

Dans ce climat incertain, nous assistons également à une progression inquiétante des idées d'extrême droite, accompagnée d'une banalisation des discours racistes, xénophobes et discriminatoires. Les droits des personnes LGBT+ sont constamment attaqués à travers le monde, France comprise. Ces idées, qui visent à diviser les travailleurs entre eux, constituent une menace grave pour la démocratie, les libertés individuelles et publiques ainsi que les conquêtes sociales.

Les organisations syndicales du Puy-de-Dôme condamnent toutes formes de répression, les accusations mensongères, les intimidations et les gardes à vue illégales orchestrées par les plus hauts sommets de l'État contre les militants qui s'opposent aux politiques de Macron, qui exigent le cessez-le-feu et dénoncent le génocide à Gaza. Prétendant lutter contre « les formes renouvelées d'antisémitisme », la loi proposée par Caroline Yadan est loin de répondre à la montée de l'antisémitisme, et représente un danger pour les principes de l'État de droit et la liberté d'expression.

Au niveau local comme national, la présence d'exécutifs acquis à une droite libérale renforce ces orientations, au détriment de la solidarité et de la cohésion sociale.

Nos revendications sont claires : augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux ; égalité salariale entre les femmes et les hommes ; défense de la Sécurité sociale ; refus de toute baisse de l'indemnisation des arrêts maladie ; abrogation de la réforme des retraites ; défense des services publics. Les milliards consacrés à la hausse des budgets militaires doivent aller aux écoles, à l'hôpital public et aux services essentiels.

Plus que jamais, l'unité du monde du travail est une nécessité. Ensemble, nous pouvons et nous devons défendre nos droits et porter un projet de société fondé sur la justice sociale, la paix et la dignité.

Le 1er mai, mobilisons-nous massivement.

1^{er} MAI 2026

10 h – Place Delille - CLERMONT-FD